

RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION













MARCHÉ PUBLIC DE TRAVAUX

**Aménagement d'un service USIP (Unité de Soins Intensifs
Polyvalents) au R+1**

Date et heure limites de réception des offres :
Vendredi 06 mars 2026 à 12:00

Centre Hospitalier Sud Gironde
1 rue Paul Langevin
33210 LANGON

L'ESSENTIEL DE LA PROCÉDURE

	Objet	Aménagement d'un service USIP (Unité de Soins Intensifs Polyvalents) au R+1
	Mode de passation	Procédure adaptée ouverte
	Type de contrat	Marché public
	Nombre de lots	5
	Délai de validité des offres	180 jours
	Forme de groupement	Aucune forme de groupement imposée à l'attributaire
	Variantes	Sans
	PSE	Défini par lot
	Clause sociale	Sans
	Clauses environnementales	Avec
	Durée / Délai	Défini par lot
	Négociation	Avec

SOMMAIRE

1 - Objet et étendue de la consultation	4
1.1 - Objet.....	4
1.2 - Mode de passation	4
1.3 - Type et forme de contrat	4
1.4 - Décomposition de la consultation	4
1.5 - Nomenclature.....	5
2 - Conditions de la consultation	6
2.1 - Délai de validité des offres.....	6
2.2 - Forme juridique du groupement.....	6
2.3 - Variantes	6
2.4 - Prestations supplémentaires éventuelles	6
2.5 - Développement durable	7
3 - Les intervenants	7
3.1 - Assistance à maîtrise d'œuvre.....	7
3.2 - Economiste.....	7
3.3 - Maîtrise d'œuvre	7
3.4 - Ordonnancement, Pilotage et Coordination du chantier	7
3.5 - Coordination des systèmes de sécurité incendie.....	7
3.6 - Contrôle technique.....	7
3.7 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs.....	8
4 - Conditions relatives au contrat	8
4.1 - Durée du contrat ou délai d'exécution	8
4.2 - Modalités essentielles de financement et de paiement.....	8
4.3 - Confidentialité et mesures de sécurité	8
5 - Contenu du dossier de consultation	8
6 - Présentation des candidatures et des offres	9
6.1 - Documents à produire.....	9
6.2 - Visites sur site	12
7 - Conditions d'envoi ou de remise des plis	12
7.1 - Transmission électronique	12
7.2 - Transmission sous support papier	14
8 - Examen des candidatures et des offres	14
8.1 - Sélection des candidatures.....	14
8.2 - Attribution des marchés.....	14
8.3 - Suite à donner à la consultation	16
9 - Renseignements complémentaires.....	16
9.1 - Adresses supplémentaires et points de contact	16
9.2 - Procédures de recours	17

1 - Objet et étendue de la consultation

1.1 - Objet

La présente consultation concerne l'aménagement d'un service USIP (Unité de Soins Intensifs Polyvalents) au R+1

A la suite de la réalisation des opérations nécessaires de désamiantage (à charge de la Maîtrise d'Ouvrage) de l'actuel service UCS, situé au R+1 du Site de Langon, Centre Hospitalier SUD GIRONDE, les présents travaux ont pour but la création d'un centre USIP (Unité de Soins Intensifs Polyvalents) constitué de :

-8 chambres en surpression (ISO8).

-Un ensemble de locaux annexes associés (circulation, WC du personnel, vestiaires hommes, vestiaires femmes, vestiaires familles, repos du personnel, salles de bain, bureau IDE, préparation soins, réserve, salle de staff, bureau cadres et bureau médecins).

Lieu d'exécution :
Centre Hospitalier Sud Gironde
1 rue Paul Langevin
33210 LANGON

1.2 - Mode de passation

La procédure de passation utilisée est : la procédure adaptée ouverte. Elle est soumise aux dispositions des articles L. 2123-1 et R. 2123-1 1° du Code de la commande publique.

1.3 - Type et forme de contrat

Il s'agit d'un marché ordinaire.

1.4 - Décomposition de la consultation

Les prestations sont réparties en 5 lots :

Lot(s)	Désignation
01	Installations de chantier - Démolition - Second œuvre
02	Electricité CFO / CFA - SSI
03	Chauffage - Ventilation - Rafraîchissement - Plomberie - Sanitaire - Désenfumage - Transport pneumatique
04	Fluide Médicaux
05	Portes automatiques

Chaque lot fera l'objet d'un marché.

Les candidats ont la possibilité de soumettre des offres pour tous les lots.

1.5 - Nomenclature

La classification conforme au vocabulaire commun des marchés européens (CPV) est :

Code principal	Description
45215100-8	Travaux de construction de bâtiments liés à la santé

Lot(s)	Code principal	Description
01	45223220-4	Travaux de gros œuvre
01	45410000-4	Travaux de plâtrerie
01	45421000-4	Travaux de menuiserie
01	45111100-9	Travaux de démolition
02	45310000-3	Travaux d'équipement électrique
02	45312100-8	Travaux d'installation de systèmes avertisseurs d'incendie
03	45330000-9	Travaux de plomberie
03	45331000-6	Travaux d'installation de matériel de chauffage, de ventilation et de climatisation
04	24111500-0	Gaz médicaux
05	44221230-6	Portes coulissantes
05	44221200-7	Portes
05	45421131-1	Pose de portes

2 - Conditions de la consultation

2.1 - Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à 180 jours à compter de la date limite de réception des offres.

2.2 - Forme juridique du groupement

Le pouvoir adjudicateur ne souhaite imposer aucune forme de groupement à l'attributaire du marché. Cependant, en cas de groupement conjoint, le mandataire sera solidaire de ses co-traitants.

Il est interdit aux candidats de présenter plusieurs offres en agissant à la fois en qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements ou en qualité de membres de plusieurs groupements.

2.3 - Variantes

Aucune variante n'est autorisée.

2.4 - Prestations supplémentaires éventuelles

Les candidats ont l'obligation de faire une proposition pour chacune des prestations supplémentaires éventuelles suivantes :

Lot(s)	Code	Libelle	Description
01	PSE 1	Chambre n° 8 à pression réversible	Plâtrerie et menuiserie intérieure
	PSE 2	Garde-corps terrasse	Pose de corps métalliques
02	PSE 1	Chambre n° 8 à pression réversible	Alimentation électrique CTA et porte automatique sas, éclairage sas
03	PSE 1	Chambre n° 8 à pression réversible	Création d'une CTA dédiée à la chambre n° 8
04	PSE 3	Armoire secours gaz médicaux	Fourniture, pose et raccordement d'une armoire ultime secours GM
05	PSE 1	Chambre n° 8 à pression réversible	Double porte automatisée du sas d'accès à la chambre 8

Ces prestations sont prises en compte lors de l'évaluation comparative des offres.

L'acheteur doit alors évaluer et classer les offres, en tenant compte de l'offre « de base » et des prestations supplémentaires réunies. Cela impose au service acheteur de procéder à autant de classement des offres qu'il y a de combinaisons possibles.

Ainsi, il conviendra de procéder à des classements différents des offres :

- un qui correspond à l'hypothèse où ne serait retenue que l'offre « de base » ;
- lot 1 : un qui correspond à l'hypothèse où serait retenue l'offre de base avec la PSE 1 ;
- lot 1: un qui correspond à l'hypothèse où serait retenue l'offre de base avec la PSE 2;
- lot 1 : un qui correspond à l'hypothèse où serait retenue l'offre de base avec la PSE 1 + PSE 2;
- lot 2 : un qui correspond à l'hypothèse où serait retenue l'offre de base avec la PSE 1;
- lot 3 : un qui correspond à l'hypothèse où serait retenue l'offre de base avec la PSE 1;
- lot 4 : un qui correspond à l'hypothèse où serait retenue l'offre de base avec les PSE 3;
- lot 5 : un qui correspond à l'hypothèse où serait retenue l'offre de base avec les PSE 1;

Une fois ces différents classements opérés, l'acheteur décide s'il veut retenir des PSE et lesquelles. Il choisit alors le classement correspondant à ce choix et, dans ce classement, retient l'offre économiquement la plus avantageuse.

L'absence de ces prestations dans l'offre du candidat rendra cette dernière irrégulière et imposera son rejet.

2.5 - Développement durable

Cette consultation comporte des conditions d'exécution à caractère environnemental dont le détail est indiqué dans le CCAP. Le respect de ces dispositions est une condition de la conformité de l'offre. Une offre comportant des réserves ou ne respectant pas ces conditions d'exécution particulières sera déclarée irrégulière au motif du non-respect du cahier des charges.

Chaque titulaire concerné devra mettre en œuvre tous les moyens dont il dispose pour respecter ces objectifs de développement durable dans le cadre de l'exécution des prestations.

3 - Les intervenants

3.1 - Assistance à maîtrise d'œuvre

L'assistance à maîtrise d'œuvre est assurée par :

GROUPE CETAB
61, rue du Professeur Lannelongue
33300 BORDEAUX

3.2 - Economiste

La mission de l'économiste est assurée par :

GROUPE CETAB
61, rue du Professeur Lannelongue
33300 BORDEAUX

3.3 - Maîtrise d'œuvre

La maîtrise d'œuvre sera assurée par le maître de l'ouvrage lui-même.

3.4 - Ordonnancement, Pilotage et Coordination du chantier

La mission d'ordonnancement, pilotage et coordination du chantier est assurée le maître de l'ouvrage lui-même.

3.5 - Coordination des systèmes de sécurité incendie

La coordination des systèmes de sécurité incendie est assurée par :

CSD ASSOCIES
30 avenue Hubert Dubedout
33150 CENON

3.6 - Contrôle technique

Le contrôle technique est assuré par :

JPS - CONTROLE
51 quai Lawton

Les missions de contrôle technique sont les suivantes :

Missions de base : LP, SEI

Missions complémentaires : HAND

3.7 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs

La coordination sécurité et protection de la santé pour cette opération de niveau II sera assurée par :

IRIS COORDINATION - QED AND CO SERVICES

522 route de Loursionne

33670 SAINT GENES DE LOMBAUD

4 - Conditions relatives au contrat

4.1 - Durée du contrat ou délai d'exécution

Le délai d'exécution des prestations est fixé au CCAP et ne peut être en aucun cas modifié.

4.2 - Modalités essentielles de financement et de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) et au(x) sous-traitant(s) de premier rang éventuel(s) du marché public seront payées dans un délai global de 50 jours à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que s'ils veulent renoncer aux bénéfices de l'avance prévue au CCAP, ils doivent le préciser à l'acte d'engagement.

4.3 - Confidentialité et mesures de sécurité

Les candidats doivent respecter l'obligation de confidentialité et les mesures particulières de sécurité prévues pour l'exécution des prestations.

L'attention des candidats est particulièrement attirée sur les dispositions du Cahier des clauses administratives particulières qui énoncent les formalités à accomplir et les consignes à respecter du fait de ces obligations de confidentialité et de sécurité.

5 - Contenu du dossier de consultation

Le dossier de consultation des entreprises (DCE) contient les pièces suivantes :

- Liste des pièces DCE
- Le règlement de la consultation (RC)
- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes (annexe 1 : désignation des cotraitants et répartition des prestations/ annexe 2 : déclaration de sous-traitance)
- Le planning prévisionnel des travaux
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP)
- Le cadre de réponse du mémoire technique
- La décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF) par lot au format PDF et EXCEL
- Le rapport initial du contrôleur technique
- Le plan général de coordination et ses annexes
- Le cahier des clauses techniques particulières commun à tous les lots
- Le cahier des clauses techniques communes par lot
- CVPS01 - Plan R+1 - CVPS - Désenfumage - Transport pneumatique - Base

- CVPS02 - Plan Toiture - CVPS - Désenfumage - Transport pneumatique - Base
- CVPS03 - Plan R+1 - CVPS - Désenfumage - Transport pneumatique - PSE
- CVPS04 - Toiture - CVPS - Désenfumage - Transport pneumatique - PSE
- EL01 - Plan Electricité - CFO/cfa - SSI - R+1 - Base
- EL02 - Plan Electricité - CFO/cfa - SSI - R+1 - PSE 1
- EL03 - Plan Electricité - CFO/cfa - SSI - Toiture - Base
- EL04 - Plan Electricité - CFO/cfa - SSI - Toiture - PSE 1
- FM01 - Plan R+1 - Base - Fluides Médicaux
- FM02 - Plan R+1 - Base + PSE 3 - Fluides Médicaux
- SO01 - Plan R+1 - Installation de chantier - Démolition - second œuvre - Base
- SO02 - Plan R+1 - Installation de chantier - Démolition - second œuvre - Base + PSE 1
- SO03 - Plan R+1 - Installation de chantier - Démolition - second œuvre - Base + PSE 1 + PSE 2

Il est remis gratuitement à chaque candidat.

Aucune demande d'envoi du DCE sur support physique électronique n'est autorisée.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation au plus tard 10 jours avant la date limite de réception des offres. Ce délai est décompté à partir de la date d'envoi par le pouvoir adjudicateur des modifications aux candidats ayant retiré le dossier initial. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir n'élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite de réception des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

6 - Présentation des candidatures et des offres

Le pouvoir adjudicateur applique le principe "Dites-le nous une fois". Par conséquent, les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents et renseignements qui ont déjà été transmis dans le cadre d'une précédente consultation et qui demeurent valables.

Les offres des candidats seront entièrement rédigées en langue française et exprimées en EURO.

Si les offres des candidats sont rédigées dans une autre langue, elles doivent être accompagnées d'une traduction en français, cette traduction doit concerner l'ensemble des documents remis dans l'offre.

6.1 - Documents à produire

Chaque candidat aura à produire un dossier complet comprenant les pièces suivantes :

Pièces de la candidature telles que prévues aux articles L. 2142-1, R. 2142-3, R. 2142-4, R. 2143-3 et R. 2143-4 du Code de la commande publique :

Renseignements concernant la situation juridique de l'entreprise :

Libellés	Signature
Déclaration sur l'honneur pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner	Non
Renseignements sur le respect de l'obligation d'emploi mentionnée aux articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du Code du travail	Non
Numéro unique d'identification (Numéro SIREN). Pour les entreprises étrangères : un document délivré par l'autorité judiciaire ou administrative compétente de son pays d'origine ou d'établissement, attestant de l'absence des cas d'exclusion.	Non

Renseignements concernant la capacité économique et financière de l'entreprise :

Libellés	Signature
Preuve d'une assurance pour les risques professionnels	Non
Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les prestations objet du contrat, réalisées au cours des trois derniers exercices disponibles	Non

Renseignements concernant les références professionnelles et la capacité technique de l'entreprise :

Libellés	Signature
Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années	Non
Liste des travaux exécutés au cours des cinq dernières années, appuyée d'attestations de bonne exécution pour les plus importants (montant, époque, lieu d'exécution, s'ils ont été effectués selon les règles de l'art et menés à bonne fin)	Non
Indication des titres d'études et professionnels de l'opérateur économique et/ou des cadres de l'entreprise, et notamment des responsables de prestation de services ou de conduite des travaux de même nature que celle du contrat	Non
Déclaration indiquant l'outillage, le matériel et l'équipement technique dont le candidat dispose pour la réalisation du contrat	Non

Pour présenter leur candidature, les candidats peuvent utiliser les formulaires DC1 (lettre de candidature) et DC2 (déclaration du candidat). Ces documents sont disponibles gratuitement sur le site www.economie.gouv.fr.

Ils peuvent aussi utiliser le Document Unique de Marché Européen (DUME).

Pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par le pouvoir adjudicateur. En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de cet opérateur économique pour l'exécution des prestations, le candidat produit un engagement écrit de l'opérateur économique.

Pièces de l'offre :

Libellés	Signature
L'acte d'engagement (AE) et ses annexes (annexe 1 : désignation des co-traitants et répartition des honoraires/annexe 2: déclaration de sous-traitance)	Non

Libellés	Signature
La décomposition du prix global forfaitaire (DPGF) par lot format PDF et Excel	Non
Le cadre de réponses techniques pour chacun des lots comprenant les éléments précisés ci-après.	Non

L'attestation de visite remise lors de la visite obligatoire sur site	Non
Les fiches techniques des matériaux et matériels suivant la liste définie	Non

Le cadre de réponses techniques devra, au minima, répondre aux éléments suivants par lot :

- **Pertinence des matériels proposés au regard des fiches techniques demandées**

- **Méthodologie d'exécution - Respect du planning et engagement maintien de l'activité**

(Évaluation de la méthodologie et de l'organisation du candidat pour garantir une exécution efficace des travaux: planning prévisionnel, phasage adapté à la fréquentation du site, coordination des intervenants, engagement du maintien de l'activité en période estivale et anticipation des contraintes spécifiques du site (accès, coactivité) sont attendus sur ce critère).

- **Moyens humains affectés au chantier avec CV des encadrants, organisation opérationnelle mise en place (lot 01,02,03)**

- **Mesures proposées dédiées à l'exécution du présent marché pour la protection de l'environnement**

(mesures d'actions écoresponsables, optimisation de trajets, réduction des émissions de carbone/gaz à effet de serre (GES), valorisation des déchets etc..)

Les candidats devront présenter dans leur offres les fiches techniques mentionnées ci-dessous.

Fiches techniques à produire - Lot 01 Installations de chantier - Démolition - Second œuvre	
3.5.1	Menuiseries extérieures
3.5.2	Châssis vitrés fixes intérieurs
3.6.3.1	Cloison de distribution
3.7.1.4	Blocs Portes intérieurs
3.7.7	Protections murales
3.8.2	Faux plafond chambres
3.11.3.1	Revêtements sols PVC
Fiches techniques à produire - Lot 02 Electricité CFO / CFA - SSI	
2.9.3 et 2.11.2	Appareillages
2.8	Luminaires
3.6 et 3.7	Contrôle d'accès et visiophonie
3.8.3.7	Système appel malade
3.3	Système SSI
2.11.4	Gaine tête de lit verticale
Fiches techniques à produire - Lot 03 Chauffage - Ventilation - Rafraîchissement - Plomberie - Sanitaire - Désenfumage - Transport pneumatique	
5.1.2.3.2	Radiateurs
5.2.3.1	Centrale Traitement d'Air « Surpression »
5.2.3.2	Centrale Traitement d'Air « Chambre réversible »
5.2.3.3.3 et 5.2.3.3.4	Diffuseurs soufflage et extraction
5.2.4.5	Caisson extraction locaux annexes
3.2.2.5	Registre d'équilibrage
5.2.3.4.3	Contrôleur pression différentielle

7.2.3	Appareils sanitaires
Fiches techniques à produire - Lot 04 Fluides médicaux	
5.3.5	Coffret vannes chambres
5.4.2 / 5.5.2 5.6.2	Prise gaz médicaux Air, O2, Vide
5.3.9.2	Boitier Alarme GM
5.8	Armoire secours (PSE)
Fiches techniques à produire - Lot 05 Portes automatiques	
3.4.2	Portes automatiques coulissantes
3.4.4	Automatisme de portes battantes

L'offre, qu'elle soit présentée par une seule entreprise ou par un groupement, devra indiquer tous les sous-traitants connus lors de son dépôt. Elle devra également indiquer les prestations dont la sous-traitance est envisagée, la dénomination et la qualité des sous-traitants.

6.2 - Visites sur site

Une visite sur site est obligatoire. L'offre d'un candidat qui n'a pas effectué cette visite sera déclarée irrégulière.

Les conditions de visites sont les suivantes :

Lieu de RDV: 1 rue Paul Langevin - 33210 LANGON

Les visites auront lieu les jours suivants :

Mardi 17 février 2026 à 10h

Mardi 24 février 2026 à 10h

Coordonnées des personnes à contacter en vue de programmer la visite :

Aurélien Lagardère : 06 65 83 32 65 aurelien.lagardere@ch-cadillac.fr

Greggory Pancaldi : 06 23 07 72 06 greggory.pancaldi@ch-sudgironde.fr

Copie cellule.marches@ch-cadillac.fr

Il n'est autorisé qu'une seule visite par candidat.

Il ne sera répondu à aucune question orale posée pendant la visite. A l'issue de celles-ci, les candidats devront adresser leurs questions sur la plateforme dédiée.

7 - Conditions d'envoi ou de remise des plis

Les plis devront parvenir à destination avant la date et l'heure limites de réception des offres indiquées sur la page de garde du présent document.

7.1 - Transmission électronique

La transmission des documents par voie électronique est effectuée sur le profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, à l'adresse URL suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr>.

La remise d'une réponse électronique nécessite une configuration spécifique du poste de travail. Les candidats sont invités à vérifier les prérequis techniques en réalisant un « test de configuration du poste de travail » disponible sur la plateforme PLACE à l'adresse suivante :

<https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=entreprise.DiagnosticPoste>

En cas d'utilisation d'un système anti spam, les candidats doivent désactiver ce système ou intégrer l'adresse « nepasrepondre@marches-publics.gouv.fr » dans les listes blanches de leur outil anti-spam.

Les dépôts de plis effectués par erreur dans des espaces du profil acheteur non spécifiquement dédiés à la présente consultation ne pourront pas être opposables au pouvoir adjudicateur qui, de bonne foi, ne pouvait en avoir connaissance.

Le choix du mode de transmission est global et irréversible. Les candidats doivent appliquer le même mode de transmission à l'ensemble des documents transmis au pouvoir adjudicateur.

Le pli doit contenir deux dossiers distincts comportant respectivement les pièces de la candidature et les pièces de l'offre définies au présent règlement de la consultation.

Chaque transmission fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique. A ce titre, le fuseau horaire de référence est celui de (GMT+01:00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid. Le pli sera considéré « hors délai » si le téléchargement se termine après la date et l'heure limites de réception des offres.

Si plusieurs plis sont transmis successivement par le même candidat, **seul le dernier pli transmis dans le délai imparti est pris en compte par l'acheteur**. Il doit par conséquent contenir l'ensemble des pièces exigées au titre de la présente consultation.

Tout soumissionnaire devra se référer aux prérequis techniques et aux conditions générales d'utilisation disponible sur ce site pour toute action.

Un manuel d'utilisation et des conditions générales d'utilisation sont également disponibles afin de faciliter le maniement de la plate-forme. (Dans PLACE : guide d'utilisation -utilisateur entreprise).

Après le dépôt du pli sur le site PLACE, un message indique au candidat que l'opération du dépôt du pli a été réalisé avec succès, puis un accusé de réception lui est adressé par courrier électronique donnant à son dépôt une date et une heure certaines, la date et l'heure de fin de réception faisant référence.

L'absence de message de confirmation de bonne réception ou d'accusé de réception électronique signifie que la réponse n'est pas parvenue à l'acheteur.

Le pli peut être doublé d'une copie de sauvegarde transmise dans les délais impartis, sur support physique électronique (CD-ROM, DVD-ROM, clé usb) ou sur support papier. Cette copie doit être placée dans un pli portant la mention « copie de sauvegarde », ainsi que le nom du candidat et l'identification de la procédure concernée. Elle est ouverte dans les cas suivants :

- lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans le pli transmis par voie électronique ;
- lorsque le pli électronique est reçu de façon incomplète, hors délai ou n'a pu être ouvert, à condition que sa transmission ait commencé avant la clôture de la remise des plis.

La copie de sauvegarde peut être transmise ou déposée à l'adresse suivante :

CENTRE HOSPITALIER DE CADILLAC
89 rue Cazeaux Cazalet
33410 Cadillac sur Garonne

Aucun format électronique n'est préconisé pour la transmission des documents. Cependant, les fichiers devront être transmis dans des formats largement disponibles.

La signature électronique des documents n'est pas exigée dans le cadre de cette consultation.

La signature électronique du contrat par l'attributaire n'est pas exigée dans le cadre de cette consultation.

Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge des candidats.

Après attribution, les candidats sont informés que l'offre électronique retenue sera transformée en offre papier, pour donner lieu à la signature manuscrite du marché.

Sur cette plateforme, le candidat pourra retrouver l'ensemble de ses retraits de dossier de consultation. L'inscription est un préalable obligatoire pour correspondre avec l'acheteur lors de chaque consultation (Questions/Réponses, Dépôt de candidatures et offres. . .). Elle permet également de bénéficier d'un service d'alertes sur les consultations (précisions, modifications, report de délais...).

Par conséquent, il est recommandé d'indiquer une adresse mail durable pendant toute la durée de la procédure, en priorité l'adresse de l'interlocuteur principal du candidat, ainsi que la ou les adresses de remplacement en cas d'absence de ce dernier. Le candidat ne pourra porter aucune réclamation s'il ne bénéficie pas de toutes les informations complémentaires diffusées par la plateforme lors du déroulement de la consultation, en raison d'une erreur qu'il aurait faite dans la saisie de son adresse, ou en cas de suppression de ladite adresse.



Pensez à anticiper votre dépôt 24 heures avant l'heure limite

7.2 - Transmission sous support papier

La transmission des plis par voie électronique est imposée pour cette consultation. Par conséquent, la transmission par voie papier n'est pas autorisée.

8 - Examen des candidatures et des offres

8.1 - Sélection des candidatures

Avant de procéder à l'examen des candidatures, s'il apparaît que des pièces du dossier de candidature sont manquantes ou incomplètes, le pouvoir adjudicateur peut décider de demander à tous les candidats concernés de produire ou compléter ces pièces dans un délai maximum de 10 jours.

Les candidatures conformes et recevables seront examinées, à partir des seuls renseignements et documents exigés dans le cadre de cette consultation, pour évaluer leur situation juridique ainsi que leurs capacités professionnelles, techniques et financières.

8.2 - Attribution des marchés

Le jugement des offres sera effectué dans les conditions prévues aux articles L.2152-1 à L.2152-4, R. 2152-1 et R. 2152-2 du Code de la commande publique et donnera lieu à un classement des offres.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que toute offre irrégulière ou inacceptable pourra être régularisée pendant la négociation, et que seule une offre irrégulière pourra être régularisée en l'absence de négociation. En revanche, toute offre inappropriée sera systématiquement éliminée.

La régularisation d'une offre pourra avoir lieu à condition qu'elle ne soit pas anormalement basse.

Les critères retenus pour le jugement des offres sont pondérés de la manière suivante :

Pour les lots n°01

Critères	Pondération
1-Prix des prestations au regard de la DPGF	60.0
2-Valeur technique au regard du cadre de mémoire technique	40.0

2.1- Pertinence des matériels proposés au regard des fiches techniques demandées	15.0
2.2- Méthodologie d'exécution - Respect du planning et engagement maintien de l'activité	10.0
2.3-Moyens humains affectés au chantier avec CV des encadrants, organisation opérationnelle mise en place	10.0
2.4-Mesures proposées dédiées à l'exécution du présent marché pour la protection de l'environnement (mesures d'actions écoresponsables, optimisation de trajets, réduction des émissions de carbone/gaz à effet de serre (GES), valorisation des déchets etc..)	5.0

Pour les lots n° 02, 03

Critères	Pondération
1-Prix des prestations au regard de la DPGF	40.0
2-Valeur technique	60.0
2.1- Pertinence des matériels proposés au regard des fiches techniques demandées	20.0
2.2- Méthodologie d'exécution - Respect du planning et engagement maintien de l'activité	25.0
2.3-Moyens humains affectés au chantier avec CV des encadrants, organisation opérationnelle mise en place	10.0
2.4-Mesures proposées dédiées à l'exécution du présent marché pour la protection de l'environnement (mesures d'actions écoresponsables, optimisation de trajets, réduction des émissions de carbone/gaz à effet de serre (GES), valorisation des déchets etc..)	5.0

Pour les lots n° 04, 05

Critères	Pondération
1-Prix des prestations au regard de la DPGF	70.0
2-Valeur technique	30.0
2.1- Pertinence des matériels proposés au regard des fiches techniques demandées	15.0
2.2- Méthodologie d'exécution - Respect du planning et engagement maintien de l'activité	10.0
2.3-Mesures proposées dédiées à l'exécution du présent marché pour la protection de l'environnement (mesures d'actions écoresponsables, optimisation de trajets, réduction des émissions de carbone/gaz à effet de serre (GES), valorisation des déchets etc..)	5.0

Chaque candidat se verra attribuer une note globale sur 100.

La pondération de chaque critère correspond au nombre de points maximum pouvant être obtenus par le candidat.

La pondération de chaque sous-critère correspond au nombre de points maximum pouvant être obtenus par le candidat.

Dans le cas où des erreurs purement matérielles (de multiplication, d'addition ou de report) seraient constatées dans l'offre du candidat, l'entreprise sera invitée à confirmer l'offre rectifiée ; en cas de refus, son offre sera éliminée comme non cohérente.

8.3 - Suite à donner à la consultation

Après examen des offres, le pouvoir adjudicateur engagera des négociations avec tous les candidats. Toutefois, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'attribuer le marché sur la base des offres initiales, sans négociation.

La négociation pourra s'effectuer par échange de mail via le profil acheteur (plateforme PLACE) ou lors d'un entretien qui pourra s'effectuer en présentiel ou par visioconférence.

L'offre la mieux classée sera donc retenue à titre provisoire en attendant que le ou les candidats produisent les certificats et attestations des articles R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique. Le délai imparti par le pouvoir adjudicateur pour remettre ces documents ne pourra être supérieur à 10 jours.

Une attestation d'assurance décennale devra également être produite dans le même délai.

9 - Renseignements complémentaires

9.1 - Adresses supplémentaires et points de contact

Pour tout renseignement complémentaire concernant cette consultation, les candidats transmettent impérativement leur demande par l'intermédiaire du profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, dont l'adresse URL est la suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr>

Cette demande doit intervenir au plus tard 10 jours avant la date limite de remise des plis.

Une réponse sera alors adressée, à toutes les entreprises ayant retiré le dossier ou l'ayant téléchargé après identification, 6 jours au plus tard avant la date limite de remise des plis.

9.2 - Procédures de recours

Le tribunal territorialement compétent est :

Tribunal administratif
9 rue Tastet
33063 Bordeaux

Tél : 05.56.99.38.00

Courriel : greffe.ta-bordeaux@juradm.fr

Pour obtenir des renseignements relatifs à l'introduction des recours, les candidats devront s'adresser à :

Tribunal administratif
9 rue Tastet
33063 Bordeaux

Tél : 05.56.99.38.00

Courriel : greffe.ta-bordeaux@juradm.fr

| En cas de difficultés survenant lors de la procédure de passation, l'organe chargé de jouer le rôle de médiateur est :

CCIRA de BORDEAUX
DREETS Nouvelle-Aquitaine - Pôle C
Cité Administrative
2 Rue Jules Ferry
33090 BORDEAUX CEDEX
Secrétariat du CCIRA de Bordeaux
Tél : 05.54.68.99.56 / 07.61.17.74.12
Courriel : dreets-na.polec@dreets.gouv.fr